

La voix de l'Opposition de gauche

Mali. Quelle position adopter face à la question de la nationalité touareg?

21.01.2013

Question que personne ne pose : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes devrait-il être sacrifié sur l'autel de la souveraineté de l'Etat ? Comment se pose le problème des nationalités ou des différents peuples qui composent le Mali et qui concernent bien d'autres pays en Afrique ou ailleurs dans le monde ?

Rappel. De quels Etats parle-t-on ? Créés par qui, sur quelle bases, quels principes, dans l'intérêt de qui ?

Etats vassaux dont les frontières ont été définies au cours du XIXe ou XXe siècle par les différents impérialistes occidentaux qui se sont partagés l'Afrique, le Moyen et le Proche-Orient, l'ex-empire ottoman qu'ils ont littéralement dépecé, pratiquant la balkanisation de l'Afrique sur la base du rapport de forces existant entre les différents impérialistes, afin de contrôler et piller ses richesses, installer des régimes fantoches à leur solde qu'ils pourraient manipuler par la suite conformément à leurs intérêts économiques, aux intérêts de leurs multinationales, le tout au détriment des différents peuples conduits à demeurer pauvres ou miséreux.

Etats dominés, placés sous la tutelle de leurs colonisateurs et de ce fait réduit à leur mendier de quoi survivre, tandis que leur velléité d'indépendance économique devait se terminer par des coups d'Etat fomentés par leurs maîtres ou l'assassinat de leurs chefs d'Etat ou dirigeants.

Voilà en gros le contexte et la réponse à ces questions.

Le tracé des frontières définies au cours de conférences internationales par les différents impérialistes occidentaux, a été établi sur la base géographique de la répartition et du partage des richesses que recélaient ces pays par ces puissances occidentales.

Evidemment, la reconnaissance de l'existence de peuples distincts qui leur donnait le droit de constituer une nation ou un Etat a été bafouée, qu'il s'agisse des Kurdes ou des Touaregs pour ne prendre que deux exemples. Ces peuples ont été écartelés, disloqués dans différents Etats, de chaque côté de frontières difficilement franchissables, voir impossible à franchir, leur droit à l'autodétermination piétiné constamment jusqu'à ce jour, sans parler des discriminations et de l'oppression qu'ils devaient subir.

Alors revenons à notre question de départ en la précisant, qu'est-ce qui est légitime et que devons-nous défendre conformément à notre engagement internationaliste et notre solidarité avec les peuples opprimés dans le monde, leur combat commun contre les différents impérialistes, principalement américain, français et britannique :

- Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de se constituer en Etat ou nation comme ce fut le cas en Europe au cours des siècles précédents

ou

- l'existence d'Etats fantoches dont les frontières ont été tracées par les différents impérialistes au mépris et en violation du droit des peuples à se constituer en Etats indépendants ?

Etait-ce poser la bonne question ?

Il y a un siècle la question ne se posait pas exactement dans les mêmes termes, car ces pays étaient occupés et administrés par les colonisateurs et le combat des masses exploités se concentrait essentiellement sur la question de son unité pour parvenir à chasser l'impérialisme et obtenir leur indépendance nationale...

Doit-on enterrer la revendication légitime des peuples kurdes et touaregs de se rassembler respectivement pour constituer un Etat au profit de la défense de l'intégrité des Etats irakien, turc, iranien ou malien, nigérien, algérien sachant qu'ils sont synonymes de leur oppression depuis plus d'un demi-siècle, tenant compte d'un autre côté que depuis plusieurs générations ils sont depuis plus ou moins intégrés dans ces pays ou doit-on défendre leur revendication à former leurs propres Etats qui signifierait qu'un redécoupage des frontières des pays mentionnés serait nécessaire ?

On ne peut pas concevoir que ces peuples écartelés de chaque côté de frontières arbitrairement établies pourraient se rassembler pour lutter ensemble et simultanément contre les appareils de plusieurs Etats et les vaincre, c'est impossible. Cependant leur revendication demeure légitime.

Les partis ouvrier et paysan kurde et touareg doivent s'unir au mouvement ouvrier des pays dans lesquels ils vivent, car c'est seulement ensemble qu'ils pourront vaincre les régimes en place et entrevoir une fois des Etats ouvriers constitués dans chacun de ses pays, la possibilité de résoudre leur problème qui ne se posera pas ou plus forcément sous la même forme, un Etat ouvrier basé sur le socialisme étant incompatible avec l'oppression des différents peuples ou des différentes nationalités qui vivent sur son territoire.

Donc finalement, bien que cette partie du monde ait subi de profondes transformations depuis un siècle ou davantage, la question de l'unité de toutes les couches exploitées et opprimées de ces pays contre les régimes en place à la solde des impérialistes ou de bourgeoisies nationales corrompus et vassales de l'un ou l'autre impérialisme, y compris russe ou chinois, demeure d'actualité dans la perspective de la constitution d'Etats ouvriers et paysans, de Républiques sociales, ce qui implique la rupture de leur mouvement ouvrier et paysan avec les différents impérialistes, qui maintiennent ces pays dominés dans la pauvreté ou l'indigence en pillant leurs richesses ou s'emploient ainsi à les diviser pour mieux les asservir. Au-delà, c'est la question de la fédération de ces Républiques sociales qui est posée afin de pouvoir satisfaire les aspirations légitimes de tous les peuples ou peuplades qui les composent et qu'ils puissent vivre enfin en paix.

A bas les différents impérialistes en guerre contre tous les peuples en Afrique !